

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1996 tot wijziging, voor het personeel van gefuseerde inrichtingen, van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het protocol van 18 januari 1999 van het Comité van sector IX;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Met toepassing van artikel 96bis van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, gaat op 1 januari 1999 het « Institut de Promotion sociale de Marche », hierna inrichting A, met het « Institut d'Enseignement de Promotion sociale de Jemelle », hierna inrichting B, een fusie aan.

Art. 2. Inrichting A en inrichting B gaan op gelijke voet een fusie aan, zoals bepaald bij artikel 96bis, § 2, 1° van het voornoemde decreet van 16 april 1991.

Art. 3. De zetel van de nieuwe autonome inrichting wordt bij inrichting A bepaald, waarbij de zetel van inrichting B een vestiging van de nieuwe inrichting wordt.

Art. 4. Het personeelslid dat, op datum van de fusie, in vast verband benoemd is in het ambt van studiemeester-opvoeder, is belast met de bevoegdheden van opvoeder-huismeester van de nieuwe autonome inrichting.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 1999.

De Minister belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1663

[C - 99/29230]

**31 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les règles d'établissement du rapport annuel d'activités des Hautes Ecoles
organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 36, modifié par le décret du 17 juillet 1998;

Vu la concertation du 16 avril 1998 avec l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 1998;

Vu les négociations menées les 13 et 18 janvier 1999 au sein du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le rapport annuel d'activités des Hautes Ecoles est rédigé par les autorités de la Haute Ecole.

Il comprend au moins les rubriques suivantes :

1° la structure organisationnelle globale;

2° le rapport relatif à l'enseignement;

3° le rapport relatif à la recherche appliquée;

4° le rapport relatif aux services à la collectivité;

5° le rapport relatif à la formation continuée assurée par la Haute Ecole;

6° le rapport relatif au personnel;

7° le rapport relatif aux structures sociales destinées aux étudiants.

Art. 2. Les rubriques visées à l'article 1, 1° à 6° sont établies dans le rapport annuel en fonction de l'année académique précédente.

La rubrique visée à l'article 1, 7° est établie dans le rapport annuel en fonction de l'année civile précédente.

Art. 3. La structure organisationnelle globale de la Haute Ecole comprend notamment les éléments suivants :

1° le nom et l'adresse de la Haute Ecole;

2° les adresses de chaque implantation de la Haute Ecole;

3° la nature juridique de la Haute Ecole;

4° la composition du pouvoir organisateur;

5° la composition et les compétences des organes de gestion et de consultation (Conseil d'administration des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, organe de gestion des Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française, conseil pédagogique, conseil social, conseils de département, conseil des étudiants, et le cas échéant, conseil(s) d'entreprise,...);

Art. 4. Le rapport relatif à l'enseignement comprend au moins les chapitres suivants :

1° la description des moyens mis en oeuvre par la Haute Ecole pour atteindre les objectifs de son projet pédagogique, social et culturel et ce pour chacun des points visés à l'article 6, § 3, du décret du 5 août 1995;

2° l'offre de formation de la Haute Ecole et les accords de coopération avec les autres Hautes Ecoles ou institutions universitaires;

3° les modifications éventuelles du projet pédagogique, social et culturel et du règlement des études;

4° les dispositions particulières de l'évaluation de la qualité de l'enseignement dans la Haute Ecole complétant les dispositions légales, décrétales ou réglementaires en cette matière;

5° le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur des jurys d'examens;

6° les données sur les étudiants;

7° les relations internationales.

L'annexe I au présent arrêté décrit le contenu minimal des chapitres visés aux 5°, 6° et 7°.

Art. 5. Le rapport relatif à la recherche appliquée comprend :

1° la liste des actions menées, les domaines et les destinataires visés;

2° la collaboration scientifique nationale et internationale, notamment la participation aux programmes de recherches fédéraux, wallons, bruxellois, ou de la Communauté française et la coopération avec d'autres Hautes Ecoles ou des institutions universitaires.

Art. 6. Le rapport relatif aux services rendus à la collectivité par la Haute Ecole comprend au moins :

1° la description des moyens mis en oeuvre pour atteindre les objectifs prévus;

2° la liste des actions menées, les bénéficiaires de ces actions ainsi que les partenariats éventuels.

Art. 7. Le rapport relatif à la formation continuée assurée par la Haute Ecole comprend au moins :

1° la description des moyens mis en oeuvre pour atteindre les objectifs prévus;

2° la liste des actions menées, les bénéficiaires de ces actions ainsi que les partenariats éventuels.

Art. 8. Le rapport relatif au personnel comprend un exposé sur la gestion du personnel et au moins les sections suivantes :

1° l'effectif global du personnel comprenant :

a) la répartition par catégorie et département du personnel enseignant;

b) le nombre de membres du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif et technique de la Haute Ecole;

c) la répartition par fonction et selon que le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif ou est temporaire, du personnel enseignant (nombre et équivalent temps plein);

2° la gestion du personnel, notamment la formation continuée des personnels.

Art. 9. Le rapport annuel visé à l'article 91 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles sera joint au rapport annuel d'activités.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} comprend un exposé de la politique suivie par le Conseil social dans l'utilisation des subsides sociaux ainsi que les points suivants :

1° les critères d'octroi d'aides financières en faveur des étudiants;

2° la description des services juridiques, d'orientation et de placement aux emplois d'étudiant;

3° les collaborations éventuelles avec d'autres Hautes Ecoles ou des institutions universitaires en matière de services sociaux.

Art. 10. Le rapport annuel est transmis au plus tard le 31 mars au Commissaire du Gouvernement nommé auprès de la Haute Ecole.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 12. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Annexe I

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les règles d'établissement du rapport annuel d'activités des Hautes Ecoles
organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le rapport d'enseignement explique précisément la manière dont la Haute Ecole interprète sa mission et comprend, outre les éléments visés à l'article 4, 1°, 2°, 3° et 4°, de l'arrêté, au moins les développements suivants:

1. Règlement des examens.

1.1. - Le nombre d'étudiants bénéficiant d'un report de notes d'examens par type, par catégorie, par section et par année d'études, en vertu de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996;

- Le nombre d'étudiants bénéficiant d'une dispense d'examens de la 1re session à la 2me session par type, par catégorie, par section et par année d'études en vertu de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996;

1.2. Le nombre d'étudiants par type, par catégorie et par section bénéficiant des dispenses en vertu de l'article 34 du décret du 5 août 1995 ou d'une passerelle en vertu de l'article 23 du même décret;

1.3. Le nombre d'étudiants par type, par catégorie et par section bénéficiant d'un passage conditionnel en distinguant :

- a) le nombre de demandes;
- b) le nombre de demandes acceptées;
- c) le nombre d'étudiants réussissant l'épreuve.

1.4. Le nombre d'étudiants par type, par catégorie et par section qui avaient bénéficié lors de l'année académique précédente d'un passage conditionnel en distinguant ceux qui ont réussi l'épreuve de l'année supérieure de ceux qui l'ont présentée.

2. Données sur les étudiants.

2.1. Le nombre d'étudiants inscrits par type, par catégorie, par section et par année d'études au 1^{er} février de l'année académique écoulée en distinguant :

- le sexe;
- la nationalité (Belge, Union européenne, autres);
- l'âge;
- le caractère finançable ou non de l'étudiant;
- les étudiants boursiers et les étudiants non boursiers;

2.2. Le nombre d'étudiants ayant réussi leur année d'études par type, par catégorie, par section, en distinguant la réussite en première session de celle en seconde session.

3. Relations internationales.

Cette section comprend au moins un exposé sur les relations internationales de la Haute Ecole, sur la politique suivie par la Haute Ecole sur le plan international et des données sur le nombre d'étudiants de la Haute Ecole qui suivent une partie de leur formation à l'étranger, notamment dans le cadre des programmes européens d'enseignement. Dans ce même contexte, le nombre d'étudiants accueillis, dans le cadre de ces programmes, par section et par Etat membre, est mentionné.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 1999 fixant les règles d'établissement du rapport annuel d'activités des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Bruxelles, le 31 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.
W. ANCIEN

VERTALING

N. 99 — 1663

[C - 99/29230]

**31 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot vaststelling van de regels voor het opstellen van het jaarverslag van de Hogescholen
ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op artikel 36, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 1998;

Gelet op het overleg van 16 april 1998 met de representatieve organisatie van de studenten erkend op communautair niveau;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 6 maart 1998;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd op 13 en 18 januari 1999 in het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, sectie II, in gezamenlijke bijeenkomst;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 23 februari 1999;

Gelet op de beraadslaging van 26 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 15 maart 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van 29 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Het jaarlijks activiteitenverslag van de Hogescholen wordt door de overheid van de Hogeschool opgesteld.

Daarin zijn ten minste de volgende rubrieken opgenomen:

- 1° de globale organisatiestructuur;
- 2° het verslag betreffende het onderwijs;
- 3° het verslag betreffende het toegepast onderzoek;
- 4° het verslag betreffende de diensten aan de collectiviteit;
- 5° het verslag betreffende de voortgezette vorming waarvoor de Hogeschool zorgt;
- 6° het verslag betreffende het personeel;
- 7° het verslag betreffende de sociale structuren bestemd voor de studenten.

Art. 2. De in artikel 1, 1° tot 6° bedoelde rubrieken worden in het jaarverslag opgenomen op basis van het vorig academiejaar.

De bij artikel 1, 7°, bedoelde rubriek wordt in het jaarverslag opgenomen op basis van het vorig burgerlijk jaar.

Art. 3. In de globale organisatiestructuur van de Hogeschool zijn ten minste de volgende gegevens opgenomen:

- 1° de naam en adres van de Hogeschool;
- 2° het adres van elke vestiging van de hogeschool;
- 3° de juridische aard van de Hogeschool;
- 4° de samenstelling van de inrichtende macht;
- 5° de samenstelling en de bevoegdheden van de beheers- en overlegorganen (Raad van Bestuur van de Hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, pedagogische raad, sociale raad, departementsraden, studentenraad, en desgevallend, ondernemingsraad,...).

Art. 4. In het verslag betreffende het onderwijs zijn ten minste de volgende hoofdstukken vervat:

- 1° de beschrijving van de middelen die door de Hogeschool worden aangewend om de doelstellingen van haar pedagogisch, sociaal en cultureel project te verwezenlijken en dit voor elk punt bedoeld bij artikel 6, § 3 van het decreet van 5 augustus 1995;
- 2° het aanbod inzake vorming van de Hogeschool en de samenwerkingsakkoorden met de andere Hogescholen of universitaire instellingen;
- 3° de eventuele wijzigingen aan het pedagogisch, sociaal en cultureel project en aan het studiereglement;
- 4° de bijzondere schikkingen voor de evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs in de Hogeschool die de wets-, decretales of reglementaire bepalingen terzake aanvullen;
- 5° het studie- en het huishoudelijk reglement van de examencommissies;
- 6° de inlichtingen over de studenten;
- 7° de internationale betrekkingen.

In bijlage I bij dit besluit wordt de minimale inhoud van de in 5°, 6° en 7° bedoelde hoofdstukken beschreven.

Art. 5. Het verslag betreffende de toegepast onderzoek bevat:

- 1° de lijst van de gevoerde acties, de bedoelde domeinen en beoogde personen;
- 2° de nationale en internationale samenwerking inzonderheid de participatie aan federale, Waalse, Brusselse programma's voor onderzoek of aan die van de Franse Gemeenschap en de samenwerking met andere Hogescholen of universitaire instellingen.

Art. 6. Het verslag betreffende de diensten die door de Hogeschool bewezen werden aan de collectiviteit bevat ten minste:

- 1° de beschrijving van de aangewende middelen om de voorziene doelstellingen te verwezenlijken;
- 2° de lijst van de gevoerde acties, de begunstigden van die acties alsook de mogelijke partners.

Art. 7. Het verslag betreffende de voortgezette vorming waarvoor de Hogeschool zorgt bevat ten minste:

- 1° de beschrijving van de aangewende middelen om de bepaalde doelstellingen te verwezenlijken;
- 2° de lijst van de gevoerde acties, de begunstigden van die acties alsook de mogelijke partners.

Art. 8. Het verslag betreffende het personeel bevat een uiteenzetting over het personeelsbeheer en ten minste de volgende secties:

- 1° het globaal personeelsbestand met de volgende onderverdeling:
 - a) de verdeling per categorie en departement van het onderwijzend personeel;
 - b) het aantal leden van het opvoedend hulppersoneel en het administratief en technisch personeel van de Hogeschool;
 - c) de verdeling per betrekking en met inachtneming van het feit dat het personeelslid in vast verband of tijdelijk benoemd of aangeworven is, het onderwijzend personeel (aantal en gelijkgestelden met een voltijdse dagtaak);
- 2° het personeelsbeheer, inzonderheid de voortgezette vorming van het personeel.

Art. 9. Het jaarverslag bedoeld bij artikel 91 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen wordt bij het jaarlijks activiteitenverslag gevoegd.

Het verslag bedoeld bij lid 1 bevat een uiteenzetting van het beleid gevoerd door de Sociale Raad in het aanwenden van de sociale toelagen alsook de volgende punten :

- 1° de criteria voor de toekenning van financiële hulpverleningen aan de studenten;
- 2° de beschrijving van de juridische, oriëntatie - en plaatsingsdiensten voor de betrekkingen voor studenten;
- 3° de eventuele samenwerkingen met andere Hogescholen of universitaire instellingen inzake sociale diensten.

Art. 10. Het jaarverslag wordt uiterlijk 31 maart doorgezonden naar de Regeringscommissaris die bij de Hogeschool benoemd is.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Bijlage I

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opstellen van het jaarverslag van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Het verslag betreffende het onderwijs geeft zeer duidelijke uitleg over de wijze waarop de Hogeschool haar opdracht opvat en bevat, buiten de inlichtingen bedoeld bij artikel 4, 1°, 2° 3° en 4° van het besluit, ten minste de volgende onderdelen:

1. Reglement voor de examens

1.1. Het aantal studenten die krachtens artikel 10 van het besluit van 2 juli 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap een overdracht van punten voor de examens per type, per categorie, per sectie en per studiejaar hebben gekregen;

Het aantal studenten die krachtens artikel 8 van het besluit van 2 juli 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap vrijstelling hebben gekregen van de examens van de 1e zitting naar de 2e zitting per type, per categorie, per sectie en per studiejaar;

1.2. Het aantal studenten die krachtens artikel 34 van het decreet van 5 augustus 1995 of van een overgang krachtens artikel 23 van hetzelfde decreet vrijstellingen hebben gekregen per type, per categorie en per sectie;

1.3. Het aantal studenten die per type, per categorie en per sectie een voorwaardelijke overgangsmogelijkheid genieten waarbij het onderscheid wordt gemaakt tussen:

- a) het aantal aanvragen;
- b) het aantal ingewilligde aanvragen;
- c) het aantal studenten die slaagden voor de proef.

1.4. Het aantal studenten per type, per categorie en per sectie die tijdens het vorig academiejaar een voorwaardelijke overgangsmogelijkheid hadden genoten waarbij het onderscheid wordt gemaakt tussen deze die geslaagd zijn voor de proef van het hoger jaar en deze die het hebben afgelegd.

2. Informaties over de studenten

2.1. Het aantal studenten die per type, per categorie, per sectie en per studiejaar ingeschreven zijn op 1 februari van het afgelopen academiejaar waarbij het onderscheid wordt gemaakt tussen:

- het geslacht;
- de nationaliteit (Belg, Europese Unie, andere);
- de leeftijd;
- of de student al dan niet gefinancierd kan worden;
- de beursstudenten en de niet-beursstudenten;

2.2. Het aantal studenten die geslaagd zijn voor hun studiejaar per type, per categorie en per sectie waarbij het onderscheid wordt gemaakt tussen de geslaagden in de eerste zitting en de geslaagden in de tweede zitting.

3. Internationale betrekkingen

Deze sectie bevat ten minste een uiteenzetting over de internationale betrekkingen van de Hogeschool, over het beleid gevoerd door de Hogeschool op internationaal vlak en inlichtingen over het aantal studenten van de Hogeschool die hun vorming gedeeltelijk in het buitenland voortzetten, inzonderheid in het kader van de Europese onderwijsprogramma's. In diezelfde context, wordt het aantal studenten die in het kader van die programma's onthaald werden per sectie en per Lid-Staat vermeld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 31 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opstellen van het jaarverslag van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Brussel, 31 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION